

La bourgeoisie fait du chantage à la « faillite » de l'économie pour refuser le droit à l'emploi de toutes et tous.

PC et PS, comme CFDT et CGT, cherchent à y répondre avec diverses « contre-propositions économiques ».

Nous luttons au contraire pour l'unité de la classe ouvrière, afin de pouvoir licencier Giscard et les patrons.

« Les 35 heures, quel coup pour l'économie ! Quel irréalisme ! Souvenez-vous de 1936 : les petites entreprises ne pourraient pas y résister, elles feraient faillite et cela créerait encore plus de chômage... » *L'argumentation bourgeoise est sans mystère* : « Si vous touchez à ma façon de profiter des travailleurs, c'est le désordre ».

La réponse des travailleurs semble simple :

● 35 heures, c'est une revendication très limitée en comparaison de l'évolution des techniques de production. 40 heures aujourd'hui permettent de produire autant que 160 heures de 1936.

Mais les travailleurs, même sans croire à leurs arguments, constatent une seule chose : les patrons ne veulent pas lâcher sur la revendication de réduction du temps de travail. Et cette résistance patronale crée une hésitation : cela repose-t-il uniquement sur une question de mobilisation et de rapport de forces, ou bien y a-t-il quelque chose de fondé sur le plan économique ? Le poids des idées bourgeoises, relayées par tous les moyens d'information ou presque...

A cette hésitation de certains travailleurs, les directions réformistes (PCF, PS, CGT, CFDT, FO, FEN) apportent des réponses qui donnent une plus grande autorité encore aux arguments de la bourgeoisie : « *discutons d'un plan de relance de la consommation* » ou d'un « *plan de soutien à la production française de l'auto* », ou d'un « *plan de restructuration de la sidérurgie* »...

Du Produisons français du PCF aux « propositions industrielles » de la CFDT en passant par les formules équivalentes du PS et de la CGT, une seule chose ressort : les directions majoritaires du mouvement ouvrier acceptent de se placer sur le terrain proposé par la bourgeoisie pour chercher à apporter des solutions aux problèmes tels qu'ils sont posés par les patrons ; en cherchant à les convaincre du bien-fondé des contre-propositions des organisations ouvrières.

Cette orientation des directions réformistes évite les vrais problèmes et leurs réponses. Prenons deux exemples :

— obtenir le plein emploi en relançant d'abord la consommation ;
— maintenir des emplois dans une branche en proposant une meilleure restructuration que la bourgeoisie (par exemple dans la sidérurgie).

RELANCER LA CONSOMMATION ?

Marchais et Mitterrand ont fait connaître, chacun dans son style, leurs propositions contre le chômage. Sous leurs différences, il apparaît plus d'un point commun...

« *D'ici à 1987, au rythme de 500 000 emplois par an, je peux créer 3,5 millions d'emplois* », a dit Marchais. Et Mitterrand, lui, a promis « *la réduction progressive du temps de travail accompagnée dans l'immédiat de la création de 210 000 emplois publics* ».

Nous pouvons donc en retenir, tout d'abord, qu'ils acceptent l'un comme l'autre que le chômage se maintienne pendant quelques années : comment comptent-ils et dans quels délais faire disparaître un chômage qui aujourd'hui s'élève à deux millions de personnes au moins ? Pas de réponse. Quel sort

● *De 1936 à 1938, ce ne sont pas les travailleurs, ni la loi des 40 heures par semaine, qui ont provoqué « les faillites ».* En fait, les patrons faisaient la grève des investissements et sabotaient l'économie. Dès que les dépenses d'armement ont augmenté, en (1938-1939), les patrons ont d'ailleurs repris goût à investir...

● *Exiger aujourd'hui de travailler moins pour travailler tous est tout à fait élémentaire.* Même Bergeron, dirigeant de FO, a dû reconnaître qu'il était stupide de payer des indemnités chômage qui représentent actuellement 5 % de la masse salariale. Lui-même en conclut qu'il faut les 35 heures et la cinquième semaine de congés payés.

réservent-ils aux 200 000 jeunes qui arrivent chaque année sur le marché du travail ? Pas de réponse ! Quelle place aux femmes qui aujourd'hui sont loin de se déclarer au chômage parce qu'elles savent qu'il ne sert pas à grand-chose d'aller se faire inscrire à l'ANPE... ? Toujours aussi peu de réponse.

Ils ne s'engagent, l'un comme l'autre, qu'à éviter la progression du nombre de chômeurs officiels, et à essayer de la faire diminuer progressivement, en sept ans ! On voit où mène le refus d'une réelle mobilisation de masse unitaire pour la suppression du chômage et pour le plein emploi.

Quant aux moyens proposés par le PCF et le PS, ils ne sont pas beaucoup plus mobilisateurs, au contraire : ils affirment que la réalisation des 35 heures dépend de la relance de la consommation populaire. Et on peut trouver la même formule dans la propagande des deux partis : « *Le plein emploi se finance par l'activité économique.* »

Et le PCF surenchérit dans la précision : « *1 % de consommation en plus, c'est 100 000 emplois qui peuvent être créés.* » Une telle affirmation ne résiste pas à une analyse un peu concrète : ce « 1 % » ne correspond même pas au niveau atteint par le chômage technique partiel. Du coup on comprend bien que, dans le cas